

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pili fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pili ouvert : 40 F
1 an, pili fermé : 60 F

14^e ANNEE - N° 244
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
21 mai au 3 juin 1977

La gauche mûre pour gouverner

Dans la tourmente des événements internationaux suscités par la crise capitaliste, on assiste aux grandes manœuvres préparant des changements de personnel gouvernemental. Certaines conditions doivent en effet

être réalisées pour que la République puisse orner sa machine militaire, policière et bureaucratique d'un gouvernement de gauche, et il faut dire que les partis de gauche s'activent pour en accélérer la réalisation.

Pour un pays impérialiste comme la France, il est d'abord souhaitable d'avoir un minimum de consensus en « politique extérieure ». Il faut qu'il n'y ait pas entre communistes et socialistes plus de différends qu'entre gaullistes et bloc giscard-centriste. Tout le monde a pu voir que le « duel » Barre-Mitterrand a montré une communion profonde du gouvernement et des socialistes sur la politique économique et monétaire internationale. Quant au silence sur les questions politiques et militaires, sur l'Afrique comme sur la restructuration de l'armée, ne prouvait-il pas que l'accord en ces matières est encore plus complet ?

Mais la politique du PCF dans tout cela ? Au moment où le gouvernement lance une propagande démagogique sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel, le PC abandonne sa vieille opposition pour donner à la campagne une caution « populaire » : précisément ce qui manquait à Giscard !

Mais il y a mieux. On sait que le gouvernement vient d'abandonner la politique de « repréailles massives » pour une politique de « réponse flexible », ce qui implique de relativiser l'arme nucléaire et de développer l'armement conventionnel. Or, si le PCF critique d'un côté l'abandon de la « dissuasion tous azimuts », il n'en reconnaît pas moins l'exigence de défendre la bombinette, se rendant ainsi aux arguments des anciens stratèges de la force de frappe écartés, les Buis, Gallois et compagnie. Et, d'autre part, il affirme, par la bouche de Kanapa — tout comme Giscard ! — le besoin de développer les « forces conventionnelles qui (...) ne sont plus à même d'assurer

une véritable défense du pays » (L'Humanité du 12-5).

Il réalise donc cette performance de se rapprocher encore des vues des gaullistes tout en donnant au gouvernement les moyens de réaliser sa politique. Quant à la condition qui fonde toute politique, l'ordre et la discipline dans l'armée, le PC a montré qu'il l'assurait en tirant à boulets rouges sur les comités de soldats.

On ne peut donc dénier que, comme l'affirme Fiterman, le PCF « entend se comporter en parti de gouvernement » (Le Monde du 12-5).

*

Il est clair également qu'il faut un minimum de consensus sur les questions d'« intendance ». Et l'épisode du chiffrage du programme commun éclaire bien le jeu des forces de la gauche et les principes qui le régissent.

On peut bien se moquer de la « nouvelle logique économique » du PCF. On sait qu'elle promet en même temps de meilleurs salaires et de plus forts investissements ainsi qu'une meilleure compétitivité, la résorption du chômage et, en même temps, une plus forte productivité, sans oublier évidemment l'amélioration de la balance commerciale et la stabilité du franc sans guerre commerciale...

On peut sourire de l'idée naïve de concilier le salaire et le profit, le travail et le capital, et démontrer qu'au fond, la « nouvelle logique économique » se rattache aux principes de la bonne vieille économie politique bourgeoise. Comme le

DANS CE NUMERO

- Prouesses de la France impérialiste.
- Barcelone, mai 1937.
- Dans le monde : Argentine, Turquie, Ethiopie, Italie, Espagne, Angleterre.
- Grève des Postes, Immigrés, chômage, lutte contre les licenciements.

révèle en effet l'Humanité du 14-5, « les 344 milliards de dépenses supplémentaires au titre des consommations et des investissements correspondent précisément au surcroît de ressources que permet ladite croissance (c'est-à-dire un taux de 6 %) ». Voilà qui, soit dit en passant, montre que l'idée selon laquelle on trouvera les nouvelles ressources grâce à la lutte contre le gaspillage est un mensonge ! Et pour cause, on peut nationaliser et contrôler tant qu'on veut sur la base du marché, on ne réduit pas les gaspillages, on ne fait que généraliser l'organisation de l'anarchie et du gaspillage !

Ceci dit, on peut mesurer l'originalité de la « nouvelle croissance » :

Travaillons davantage et la part du gâteau pourra grandir de façon absolue... (suite page 2)

La grève du 24

Jamais, aux dires des bonzes opportunistes, pareille « unanimité pour la grève », puisque non seulement la CGT et la CFDT y appellent, mais aussi la FEN, FO et même la CGC et la CFTC !

Cela voudrait-il dire que les bureaucraties syndicales vont aider la lutte véritable contre l'offensive capitaliste ? Pensez-vous ! Il ne s'agit pas de cela. Sinon, pourquoi la grève des centres de tri de la région parisienne, par exemple, aurait-elle été sabotée de la sorte ? Et pourquoi les différentes journées d'action, comme celle de la sidérurgie, n'auraient-elles pas pu être concentrées autour de la grève générale ?

La raison est que là où il y a de la combativité, les bonzes syndicaux lancent à la lutte sans préparation, dans l'isolement le plus total, ce qui ne produit évidemment aucun résultat et représente le meilleur moyen d'épuiser les ouvriers combattifs et de démontrer à la masse moins encline à la lutte l'inutilité de cette dernière, voire son impossibilité.

Une fois ces excès de pression facilement communicatifs canalisés, il y a moins de risque à lancer des journées d'action comme celle du 28 avril ou du 24 mai, destinées à donner aux larges masses, non disposées et non préparées à la lutte directe, l'illusion d'une défense de leurs conditions d'existence, dans des parades désarticulées où marchent sans se voir des milliers de prolétaires juxtaposés, des milliers d'individus à qui l'on cache la force collective que peut avoir une classe qui combat pour elle-même avec ses armes spécifiques, et qui n'ont donc plus d'autre perspective que... le bulletin de vote.

Cet isolement doit être brisé. Nous appelons militants, sympathisants et lecteurs à susciter des assemblées du personnel et à défendre en leur sein, comme dans manifestations prévues, les revendications qui unifient la classe (augmentation de salaire plus forte pour les catégories les plus exploitées, semaine de 35 h maximum à salaire égal, salaire intégral aux chômeurs, refus de toute discrimination). Nous les appelons également à revendiquer les méthodes spécifiques de classe qui, si elles heurtent les intérêts de l'entreprise, de l'économie nationale et de la patrie, sont en revanche les seules susceptibles de souder les rangs prolétaires.

DANS LE MONDE

- Argentine : rien vu, rien appris...

Les Montoneros, mouvement guérillériste et péroniste, viennent de fusionner avec le Parti Péroniste Authentique, aile « gauche » de la démocratie bourgeoise.

Les premiers avaient donné leur appui enthousiaste à l'« institutionnalisation » qui, au-delà du retour à la démocratie, a signifié l'alliance des secteurs « populaires » (lisez plutôt : péronistes) avec les forces armées. Les seconds, avaient pris d'assaut les postes décoratifs de l'Etat, profitant de la tournure « populiste » du processus politique d'alors. Six mois plus tard, ils en ont été chassés pitoyablement, presque bureaucratiquement, par des détachements de police, lors de la mise au pas du mouvement péroniste « de gauche ».

(suite page 3)

RÉUNION PUBLIQUE A STRASBOURG

Vendredi 27 mai, 20 h 30,

Maison des Syndicats,
1, rue Sédillot

Impérialisme français
hors d'Afrique

Prouesses de la France impérialiste

Dans le débat Barre-Mitterrand du 12 mai, de « grandes questions internationales » ont été abordées, mais évidemment pas celle de la « politique africaine de la France ». C'est que sur ce sujet, tout le monde est substantiellement d'accord.

● ZAIRE. On n'en parle plus beaucoup, mais les opérations militaires se poursuivent au Shaba, où le contingent marocain mène une véritable guerre et où l'Egypte vient au secours de l'armée de Mobutu en lui envoyant des « instructeurs ». C'est que le contrôle de la voie ferrée n'est pas si aisé.

Mais comment le Zaïre pourrait-il, sans exporter son cuivre, régler aux banques occidentales la fabuleuse dette qui vient brutalement de passer de 0,8 à 2 milliards de dollars, et continuer à représenter pour l'impérialisme français ce « nouvel Eldorado » dont rêvent nos capitalistes en mal de débouchés ? De plus nos impérialistes désintéressés n'ont pas du tout envie que cette voie ferrée, qui relie l'Angola à la Zambie et au Mozambique, tombe dans les mains de la Russie, ce qui lui permettrait de joindre les deux côtes. Aussi Giscard rêve-t-il, non sans quelque désir de laver la France éternelle du souvenir d'une vieille humiliation, de jouer les Kitchener à un nouveau Fachoda, où cette fois le capitaine Marchand serait russe...

● CABINDA. On sait que la Gulf Oil vient de conclure un contrat avec l'Angola pour exploiter les fabuleuses richesses pétrolières de cette enclave et ne fait donc plus confiance au Zaïre pour y mettre la main. Tout autre est la position de l'impérialisme français qui vient de faire de la publicité pour un FLEC qui agit là-bas à partir de Kinshasa, après

qu'une colonne de mercenaires français a été il y a quelques mois anéantie par les troupes angolaises. Infortunée région qui a le malheur de se trouver enclavée dans une région « francophone », c'est-à-dire dévouée aux appétits de la civilisation française !

● DJIBOUTI. Ce petit territoire vient donc de voter pour l'indépendance, après que le gouvernement français ait mis sur la touche son vieux cheval, Ali Aref, pour enfourcher celui proposé de longue date par le PC et le PS, à savoir Hassan Gouled et sa LPAI, à la tête d'un « gouvernement d'unité nationale ».

Et quelle indépendance ! Les seules entreprises du territoire sont le chemin de fer d'Ethiopie et le port, propriétés de l'Etat français, qui verrait du plus mauvais œil leur nationalisation, il va sans dire. De plus toutes les ressources viennent de la métropole, à part bien entendu les impôts sur la prostitution et sur la drogue, ces vénérables institutions dont la « civilisation » européenne, a su doter cette « barbare » terre d'Afrique...

Il faut dire aussi que l'armée française compte 8.000 hommes — dont la tristement célèbre légion étrangère — sur ce malheureux territoire. Ils sont maintenus là officiellement pour « protéger la jeune république des convoitises de ses voisins », et ne sont certainement pas prêts à partir quand on sait que 70 % des importations françaises de pétrole

passent par le Bab El Mandeb... Et même, pour bien persuader les populations opprimées de ce mouchoir de poche taillé dans le désert de concevoir l'« indépendance » de la façon la plus courtoise — et la plus française — possible, notre philanthropique gouvernement — qui vient de renforcer la flotte de l'Océan Indien à un point jamais connu en la portant à 24 bâtiments — a dépêché tout spécialement à Djibouti le porte-avions Clemenceau (qui sera bientôt remplacé par le Foch), avec ses avions en position sur la catapulte et son peloton d'intervention archiprêt à bondir...

● SAHARA. De l'autre côté de l'Afrique aussi, l'impérialisme français se trouve mêlé à un sordide brigandage et à l'oppression de l'Afrique. Il s'agit de l'annexion marocano-mauritanienne du Sahara occidental qui consolide le monopole du Maroc — et donc de la zone franc — en matière de production de phosphates, et qui a rencontré la résistance acharnée de la fière population sahraouie.

Le mouvement qui dirige sa lutte, le POLISARIO, ne s'y est pas trompé : il a poussé une pointe jusqu'à Zouerate, en Mauritanie, où une colonie française exploite les mines de fer. Et il l'a fait sans rencontrer de résistance de la part de l'armée locale, ce qui en

(suite page 3)

Bavardages sur l'emploi ou défense des chômeurs ?

Face à la montée continue du chômage (bientôt 1.500.000 chômeurs officiels), Etat et patronat d'un côté, directions syndicales et aspirants gestionnaires de la gauche déploient une grande activité verbale.

Déjà, le plan Barre-bis prévoyait une série de mesures : renvoi « subventionné » des immigrés, recrutement de vacataires dans le secteur public, etc. Il a été complété début mai par un autre train de mesures « contre le chômage des jeunes » : il s'agit essentiellement de reconduire, un peu augmentés, les fameux contrats emploi-formation de 75, qui permettent aux employeurs d'engager, aux frais de l'Etat, des jeunes pour 3 à 6 mois et de les vider ensuite (pour 63 % d'entre eux) : on ne s'étonnera pas que ces contrats aient la faveur du patronat, et soient boudés par les heureux bénéficiaires... D'autre part, on fait miroiter une prime de 4.850 F pour les jeunes « trouvant du travail à l'étranger » (où, on se le demande, si comme les Barre et Cie aiment à le rappeler, le chômage est mondial). Munis de ce viatique, ils pourront peut-être partir avec les immigrés renvoyés chez eux avec une prime inférieure aux indemnités légales de licenciement.

En même temps, des négociations sont en cours sur la retraite à 55 ou 60 ans avec salaire amputé de 30 % au moins pour les travailleurs plus âgés. Faire une pression générale sur les salaires, opposer entre elles les différentes catégories de travailleurs, le tout à frais minimes, voilà le cadeau patronal.

Pour les perspectives d'ensemble, les Barre et les Ceyrac expliquent avec componction qu'une marge de chômage est inévitable dans l'économie de marché (c'est évident, et c'est

(suite page 4)

La gauche mûre pour gouverner

(suite de la page 1)

même si elle diminue de façon relative ! Le malheur est précisément que le cycle de l'économie mondiale est déterminé par les lois du capital qui exigent, si on maintient les catégories du salaire, du profit et du marché, de réduire de façon radicale la part du salaire pour accroître celle du profit afin de trouver une nouvelle base d'accumulation pour un nouveau cycle !

On peut donc sourire des utopies réactionnaires des « jeunes économistes » du PCF. La véritable question est que la fonction spécifique du PCF n'est pas de diriger l'économie. Cela, c'est le boulot du PS : aux Attali, aux Rocard la tâche de définir la politique économique et de convaincre les bourgeois récalcitrants que certains petits sacrifices sont indispensables pour acheter la « paix sociale », cet objectif spécifique d'un gouvernement de gauche, comme l'a rappelé Mitterrand.

Quant au PC, qui est encore un parti opportuniste, un parti ouvrier-bourgeois, à la différence du PS, sa fonction est de canaliser la lutte ouvrière sur un terrain compatible avec la bonne marche de l'économie et des institutions, bref dans les limites de l'ordre établi, dont l'Etat, et avant tout, la force publique, est le garant.

C'est pourquoi, le rôle précis des théories et des programmes économiques du PCF n'est pas de fournir un programme de gouvernement mais de détourner la classe ouvrière des exigences de la lutte de classe, c'est-à-dire de la lutte collective, ouverte, directe et frontale pour des objectifs immédiats et historiques spécifiques. C'est bien le sens du chiffre du PCF qui fait découler la satisfaction des besoins pressants de la classe ouvrière d'un taux d'activité économique

qui serait fixé non par les lois objectives de la marche d'ensemble du capital mais par la seule volonté gouvernementale !

De ce point de vue, le fait que le PCF puisse être contraint, à un moment donné, d'abandonner ses promesses pour se mettre en devoir d'expliquer aux ouvriers « les dures exigences de la réalité » n'est pas une gêne pour la politique de conservation sociale. Au contraire, pourrait-on dire : plus le tournant est brutal, pourvu qu'il puisse s'opérer au moment choisi, et plus il désoriente la classe ouvrière, plus il est efficace par conséquent.

Il y a toujours un risque cependant. C'est pourquoi la bourgeoisie pose à la gauche, et en particulier à l'opportunisme politique et syndical, cette question cruciale : « serez-vous capables de contenir sinon d'éviter une éventuelle vague sociale qui pourrait accompagner un gouvernement de gauche — ou, plus exactement, qui pourrait se développer malgré un gouvernement de gauche ? »

A cette préoccupation, l'opportunisme syndical répond en jouant alternativement des armes suivantes : tantôt invoquant le front syndical commun, au nom duquel tout devrait être subordonné, et en particulier les exigences de la lutte ; tantôt, se plaignant de la division syndicale qui rendrait la lutte impossible. Et il faut dire qu'il excelle dans ce jeu désormais bien rôdé où il fait la preuve de son aptitude à stériliser la combativité d'une petite avant-garde décidée et à épuiser les élans des larges masses ouvrières dans des journées de mobilisation sur place et de préparation purement électorale.

Mais de tels résultats ne sont possibles que si la lutte ne dépasse pas une certaine ampleur et un certain mordant. Au-delà, il faut également prévoir une vague sociale qui puisse imposer le besoin de ca-

naliser un mécontentement contre un gouvernement, même de gauche. C'est sans doute à une telle hypothèse qu'a pensé le PC car l'augmentation des bas salaires prévue dans son chiffrage correspond à celle accordée à Grenelle, par conséquent sous la pression d'un puissant mouvement social, qui exigeait des concessions économiques.

Le problème est que la longue évolution du PCF fait que sa capacité de différenciation face à un gouvernement de gauche tient pour partie à cette surenchère économique, car le mythe selon lequel il peut empêcher le PS de pratiquer la collaboration des classes ne peut tenir longtemps devant un mouvement social qui doit mettre en lumière que cette collaboration est précisément le fond de sa politique à lui aussi. Pour le reste, sa capacité d'entraîner la classe ouvrière doit diminuer. Si hier, en effet, le stalinisme pouvait appeler aux sacrifices au nom de la révolution violente, de la dictature et de l'émancipation prolétariennes, aujourd'hui il ne reste plus à ses héritiers que les fades rengaines communes à tous les autres partis bourgeois, celles de la démocratie, de la patrie, de la... liberté !

Une des exigences de la lutte prolétarienne est de déjouer les manœuvres de l'opportunisme et de la démocratie.

Et cela, seul peut le faire un parti qui, armé de principes et d'un programme solidement attachés au marxisme, puisse dépasser les hésitations et les errements d'une « extrême gauche » toujours plus suiviste vis-à-vis de l'opportunisme, un parti capable de prendre pied dans la lutte contre l'offensive économique et politique du capital pour la lier aux besoins de la lutte générale contre la société bourgeoise et pour la révolution communiste.

Centres de tri postal de la banlieue parisienne

Remarques sur la grève de la mi-mai

Dans les centres de tri de la banlieue parisienne, les directions syndicales CGT et CFDT ont déposé un préavis de grève reconductible à compter du 11 mai, pour lutter contre les mauvaises conditions de travail, le manque d'effectifs, et certaines revendications particulières à ces centres.

Elles annonçaient d'autre part une « semaine d'action » du 9 au 17 mai pour les centres parisiens.

Si en banlieue, les travailleurs de quelques centres se sont mis effectivement en grève et ont tenté d'étendre le mouvement, les centres de tri parisiens sont restés totalement silencieux, à l'exception du Landy, sur lequel nous reviendrons. Cet échec était malheureusement prévisible.

Voilà plusieurs mois qu'à Paris et en banlieue, malgré de très nombreuses grèves locales, centre par centre, malgré la mobilisation croissante des travailleurs qui partout refusent les grévettes de 24 h, aussi inefficaces qu'épuisantes, les unions régionales CGT et CFDT refusent d'impulser une lutte d'ensemble, centralisée, et sabotent toute tentative de mettre en place une coordination permanente et efficace des centres de tri.

Au lieu de déposer ce préavis de grève un mois plus tôt, quand la mobilisation était à un haut niveau dans plusieurs centres, les bonzes régionaux et départementaux ont attendu que la pression de la base se relâche et que la lassitude s'installe pour appeler à la grève. En lançant ce mot d'ordre, ils pouvaient redorer un blason bien terni auprès des travailleurs, tout en se donnant des garanties pour que la lutte soit de courte durée et ne s'étende pas à d'autres catégories de travailleurs.

En caricaturant ainsi l'arme de la grève, ils voulaient aussi prouver que les travailleurs ne sont pas prêts à la lutte et qu'il vaut mieux attendre les élections sans bouger.

C'est ce souci d'installer un véritable mur de silence autour des travailleurs en grève qui a prévalu de leur part durant toute la préparation et le déroulement de l'action.

Laissant chaque centre dans l'obligation d'improviser isolément la façon de mener et d'étendre la lutte, ces directions syndicales n'ont accompli aucun travail minimum d'agitation dans les centres parisiens, pourtant conviés à une « semaine d'action ». Dans ces centres un silence total a été fait sur le déroulement de la lutte dans les centres de banlieue.

Aucun travail de mobilisation parallèle n'a été mené en direction des postiers des bureaux et de la distribution, qui ont pourtant des revendications similaires à celles de leurs camarades des centres de tri (salaires, diminution du temps de travail, effectifs, etc.).

Privés de cet appui indispensable des centres parisiens et des bureaux de poste, les travailleurs des centres de banlieue étaient dès le départ condamnés à l'échec et à l'esoufflement.

*

Cependant, malgré cet échec quant à la satisfaction des revendications, cette lutte, dans certains centres, n'aura pas été inutile.

C'est ainsi qu'au centre de tri de Créteil, où les sections syndicales sont particulièrement unies et combattives, le travail de sape et de trahison des directions régionales et départementales a pu être dénoncé dès avant la grève, et un travail élémentaire d'organisation des travailleurs à la base a pu être effectué pendant la lutte.

Durant les trois jours qu'aura duré la grève, de nombreuses réunions de grévistes ont permis une participation active des travailleurs à l'action, et l'organisation collective, à la base, d'un travail de popularisation en direction des travailleurs des centres parisiens et des autres catégories de travailleurs dans le Val-de-Marne.

Les grévistes ont rédigé deux tracts pour expliquer leur lutte à l'extérieur. Le premier a été distribué par leurs soins dans trois centres parisiens pour montrer aux camarades de ces centres la communauté d'intérêts existant entre eux et les appeler à rejoindre rapidement leur lutte pour pouvoir faire une pression sérieuse sur l'administration. Si à Paris Brune, cette initiative suscita une assemblée du personnel organisée par la CFDT, les bonzes CGT des centres de Brune et PLM réagirent violemment contre les grévistes de Créteil qu'ils accusèrent de « non respect » de l'indépendance des sections syndicales locales !

Cette protestation véhémente contre une tentative de nouer des contacts directs entre travailleurs est bien compréhensible de la part de bonzes syndicaux responsables de la diffusion d'un tract ignoble de la CGT, qui, alors que les CRS venaient d'expulser violemment les postiers du Landy qui occupaient leur centre, ne trouvait rien de mieux que de dénoncer le responsable de la section CFDT de ce bureau, qui dirigeait la grève, comme un provocateur manipulé par l'administration.

Le second tract rédigé par les grévistes de Créteil s'adressait aux autres travailleurs du Val-de-Marne. Ils expliquaient les buts et le sens de leur grève, et après avoir montré en quoi leur lutte s'inscrivait dans le cadre d'une lutte d'ensemble de tous les travailleurs contre l'austérité capitaliste et les mesures anti-ouvrières du plan Barre, concluaient par un appel à la solidarité active des travailleurs avec les grévistes des PTT.

Ce tract fut diffusé massivement à la porte de certaines entreprises et bouches de métro du département du Val-de-Marne.

D'autre part, les grévistes décidèrent d'occuper l'ANPE de Créteil. Cette action fut saluée par une motion de solidarité des employés de l'agence avec lesquels des contacts furent pris.

Enfin, devant le sabotage systématique de la coordination des centres en lutte perpétré par les directions syndicales régionales et départementales, devant l'absence totale d'initiative centrale, les grévistes de Créteil envoyèrent une nuit des délégations importantes dans sept centres de banlieue pour expliquer le déroulement de leur grève, les conditions de travail dans leur centre, et pour voir s'il était possible de continuer la lutte ensemble.

Il était malheureusement difficile, dans des conditions d'isolement si dures, l'absence de perspective et surtout le mutisme complet des centres parisiens, de continuer la lutte plus avant.

Mais si rien n'a été acquis pour ce qui est des revendications des grévistes, il reste cette tentative de tisser des liens à la base entre les travailleurs en lutte, de fixer les jalons d'une véritable coordination des centres de tri, contre les bonzes qui travaillent opiniâtement à briser l'unité des travailleurs.

Le seul acquis de cette lutte, c'est ce début d'organisation autonome des travailleurs, ce souci de renouer avec l'utilisation des méthodes élémentaires de la lutte prolétarienne. Cette organisation, cette construction de l'unité des travailleurs à la base est bien fragile et moléculaire encore, mais c'est en poursuivant patiemment et fermement cette orientation que les travailleurs peuvent se donner dès avant la lutte un minimum d'organisation susceptible de contrer les manœuvres des bonzes et de prendre des initiatives favorables à la lutte, et sortir de ces « semaines d'action » et pseudo-grèves reconductibles, non pas épuisés et démoralisés, mais plus confiants dans leurs capacités d'organisation et de résistance aux attaques du Capital et de son Etat.

Construire un véritable front de lutte des travailleurs suppose, aux PTT comme ailleurs, de dénoncer clairement les manœuvres criminelles des bonzes opportunistes dans les syndicats, mais implique aussi que l'on utilise toutes les occasions de lutte qui nous sont offertes pour tisser un réseau de liens solides et compacts entre les différentes catégories de travailleurs. C'est seulement ainsi, en renouant avec les saines méthodes de la lutte de classe directe et collective, à travers ce travail de construction moléculaire et patiente d'une organisation centralisée des travailleurs que l'on pourra briser la chape de plomb que fait poser le front uni bourgeoisie-opportunisme sur les luttes ouvrières.

« Communistes autogestionnaires »

De vieilles lubies sous un chapeau neuf

Les partisans de la construction du parti par l'unité des « révolutionnaires » en général ne sont pas au bout de leurs peines. Deux mois après les élections, ils se voient gratifiés de deux nouvelles scissions : l'ex-AMR, alias ex-tendance B du PSU — un PSU qui, toujours plus inséré dans l'Union de la Gauche, exhibe déjà 940 strapontins de notables municipaux pour moins de 4.000 adhérents à la fin de 1976 (un record sûrement mondial) — et une centaine de militants de la LCR entendent créer une Union des Communistes pour l'Autogestion, dont voici quelques positions (voir Rouge du 5 et du 7-8/5/77, et L'Étincelle du 12-5-77).

« L'axe essentiel du programme révolutionnaire » n'est plus la dictature du prolétariat, ce qui était valable dans le passé, mais « l'autogestion socialiste ». Le « projet d'unité des révolutionnaires [ne devrait pas] être réduit à la seule unité des organisations d'extrême gauche », mais englober les mouvements non encore reconnus dans toute leur valeur, les écologistes et ceux qui en général cherchent la « maîtrise de la vie quotidienne ». Il devrait être fondé non sur la doctrine marxiste et son programme, mais « sur la pratique commune » et « un débat hors et dans les organisations sur les tâches... en 1978 ». « Le droit fondamental [c'est l'ex-AMR qui parle] est le droit à l'expérimentation des orientations » car la notion fondamentale « est celle de l'auto-détermination ». De même, dans la question du centralisme démocratique, il faudrait s'éloigner toujours plus du centralisme et prendre « comme axe la démocratie ». Enfin, l'objectif est de « construire une force politique capable de proposer une issue ouvrière et unitaire à la crise du capitalisme : un gouvernement de classe, du PS et du PC sur un programme anticapitaliste » (sic).

Il est révélateur qu'avec de telles positions ils estiment, pour reprendre leurs propres termes « que la LCR n'est pas irrécupérable » : « nous sommes convaincus que [...] les questions que nous posons seront reprises dans la LCR, ainsi que dans les organisations d'extrême gauche les plus sensibles à cette dynamique », notamment l'OCT.

Il y a des éloges qui tuent.

Lisez et diffusez
EL PROGRAMA COMUNISTA

Barcelone, mai 1937

Les journées de mai 1937 où s'affrontèrent les armes à la main le prolétariat de Barcelone, influencé par les anarchistes et le POUM, et les forces régulières gouvernementales (armée, Guardia Civil, milices socialistes, stalinienne et nationalistes catalanes), virent se déchaîner sous sa forme la plus dramatique, la forme militaire, la phase ultime de la stratégie de la démocratie pour « revenir à la normalité » et terminer la guerre civile, au moyen d'un pacte conclu avec le fascisme sous la médiation des grandes puissances.

Les républicains qui avaient été incapables de contenir le sursaut formidable du prolétariat espagnol et de l'empêcher de s'armer en juillet 1936, et avaient vu ainsi sombrer leur volonté de collaboration avec les insurgés de Franco, et avec eux, les socialistes et stalinien, qui mettaient à profit leur influence dans le sein de la classe ouvrière et leurs relations internationales avec les impérialismes « démocratiques » et la Russie stalinienne, s'étaient mis en devoir de restaurer et renforcer la machine endommagée de l'Etat bourgeois là où le fascisme n'avait pas réussi à écraser la classe ouvrière.

Sans affronter ouvertement la vague prolétarienne, irrépressible durant les premiers mois de la guerre, ils concentrent et réorganisent leurs propres forces politiques et militaires, parviennent à militariser de plus en plus les milices ouvrières à l'intérieur de

l'Etat capitaliste et, petit à petit, leur ôtent toutes leurs fonctions à l'arrière tandis qu'au front ils suppriment tout appui aux régiments prolétaires qui échappent à leur contrôle direct. Ils obtiennent finalement la capitulation et bientôt la collaboration irresponsable de l'anarchisme et du POUM, qui ont le contrôle effectif de toute la Catalogne et qui finissent par entrer dans les gouvernements « antifascistes ».

Tandis que se poursuit la progression des régiments franquistes, la démocratie, déjà assurée de la solidité de ses propres forces reconstituées et de l'impuissance révolutionnaire de l'anarchisme et du POUM, entame l'étape du désarmement des milices ouvrières « incontrôlées ». A Barcelone elle se heurte à la volonté de résistance courageuse et décidée du prolétariat espagnol qui, pour la deuxième fois en dix mois, prend les armes pour se défendre contre l'attaque d'un ennemi de classe, portant cette fois le masque pestilenciel de la démocratie.

Le prolétariat réussit une fois de plus à maintenir ses positions dans la ville et ne fut pas vaincu lors d'un affrontement général : ce furent ses propres dirigeants anarchistes et poumistes qui le persuadèrent de baisser les armes au nom du « front antifasciste » et de la « réconciliation de toutes les forces ouvrières ». Une fois le prolétariat désarmé politiquement, désorienté et trahi, les forces de l'Etat pourront alors lui tomber

dessus et donner libre cours au cannibalisme de la contre-révolution démocratique, à l'arrestation et au massacre de milliers de prolétaires révolutionnaires aussi bien à l'arrière qu'au front.

Des mois après, tandis que cette tâche de police était terminée, le gouvernement de la république proposera un nouvel accord de paix et de « réconciliation nationale » aux forces franquistes. Celles-ci le repousseront alors. Les socialistes et stalinien devront attendre quarante ans pour que la bourgeoisie espagnole et le franquisme reconsidèrent cette proposition. Et pour qu'aujourd'hui ils l'acceptent. La démocratisation actuelle est l'héritière légitime de ce massacre du prolétariat espagnol.

A chaque camp ses morts. Les ouvriers qui tombèrent sous les feux croisés de la réaction, qu'elle soit franquiste ou démocratique, sont de notre camp. Ils doivent être vengés, non par la démocratie qui les désarma ou les décima, mais par la révolution et la dictature du prolétariat qui doit exercer sa terreur rouge non seulement sur la bourgeoisie et ses agents fascistes, mais aussi sur les démocrates.

Pour vaincre, il faudra extirper du sein de la classe prolétarienne tous les mythes contre-révolutionnaires de « l'unité antifasciste » et de l'unité avec tous ces partis « ouvriers » qui constituent la cinquième colonne de l'ennemi de classe, ainsi qu'avec ceux qui s'en font les propagandistes.

DANS LE MONDE

(suite de la page 1)

Aujourd'hui, après que les derniers aient pleurniché sur leurs dépouilles ministérielles, et après que les premiers aient pleuré leurs amours militaires d'antan (ayant pris les armes non pas pour les détruire, mais pour les contraindre à renouer avec leur idylle passée), ils s'associent organiquement en lançant un appel qui objectivement est adressé aux Forces Armées, pour la réalisation d'un programme qui est, mot pour mot, celui de 1973 : pacification nationale, retour à la démocratie, le tout assaisonné avec une rhétorique anti-impérialiste sonore mais creuse. Ils essaient de renouer ainsi avec un fil politique qui a conduit à la catastrophe actuelle, au renforcement du statu quo et de la contre-révolution continentale.

Le mouvement prolétarien de classe doit les dénoncer pour ce qu'ils sont, non pas des révolutionnaires mais des réformistes qui cherchent le compromis avec les forces de la réaction blanche. La révolution argentine devra se forger contre eux, ainsi que contre les démocrates (stalinien compris) qui voient dans les antagonismes politiques des cliques militaires (qui ont conduit à l'arrestation d'un Lanusse, l'ancien président militaire devenu aujourd'hui un étendard de la démocratie) la voie qui permettrait de soulever la chape de plomb de la violence bourgeoise.

● 1^{er} mai sanglant à Istanbul

La manifestation organisée le 1^{er} mai à Istanbul à l'appel du DISK (confédération syndicale dirigée par des réformistes) et qui regroupait plus de 150.000 travailleurs, s'est terminée par des incidents sanglants qui ont coûté la vie à près de 40 personnes et blessé plus de 200 manifestants. Cette tuerie a de plus permis aux forces de l'ordre d'arrêter 400 travailleurs.

Quels que soient les exécutants de ce massacre qui frappe durement la classe ouvrière, il est clair que la responsabilité réelle en revient à l'Etat capitaliste et à ses agents de tout poil. Il faut remarquer que ces événements tragiques s'inscrivent dans un cycle d'agitation violente et de luttes ouvrières qui se sont déjà soldées, depuis un an, par la mort de plusieurs travailleurs et de dizaines d'étudiants assassinés par la police et les commandos d'extrême droite.

Ils témoignent de l'âpreté des heurts sociaux qui agitent ce pays et montrent que pour abattre cet odieux régime qui défend les intérêts des bourgeois et des grands propriétaires de l'Est, les prolétaires et les masses exploitées de Turquie devront opposer à la violence leur propre violence de classe. Cela exige la constitution d'un solide et influent Parti de classe qui puisse diriger leur lutte en les défendant à la fois contre les coups des forces bourgeoises et les multiples illusions et trahisons des partis opportunistes.

● Brejnev au secours des bouchers éthiopiens

Si la révolution éthiopienne a quelque chose à enseigner — ou plutôt à rappeler — au monde entier, c'est bien comment il ne faut pas faire une révolution bourgeoise, c'est l'insondable incapacité des révolutions par le haut qui, à vouloir éviter la mobilisation des masses ouvrières et paysannes, finissent par se tourner contre elles en reniant même leurs objectifs les plus timorés.

Voulant faire la révolution sans toucher aux propriétaires fonciers et sans rompre avec le passé de persécution des minorités nationales et ethniques, les généraux ont dû frapper les syndicats, les étudiants, les paysans, mais sont incapables d'empêcher le développement des révoltes des féodaux et ont poussé à un degré jusque-là inconnu la haine d'une Erythrée ainsi jetée dans les bras des émirs arabes.

Ils sont aujourd'hui contraints de passer pour durer à l'assassinat systématique de tout ce qui bouge, et notamment des étudiants. Et c'est le moment que choisit Brejnev pour recevoir en héros le boucher du « socialisme éthiopien », le moment que choisit Castro pour affirmer que les militaires éthiopiens sont « de vrais révolutionnaires ». Des faits que la révolution africaine ne pourra pas oublier...

● La répression en Espagne

Il y a longtemps que répression n'avait été aussi sanglante en Espagne que celle qui frappe les manifestations pour l'amnistie au Pays Basque, ce qui confirme que, malgré la démocratie, la guardia civil reste la guardia civil. Cela n'empêche évidemment pas Carrillo de continuer à prêcher la « réconciliation nationale ». Qu'il continue donc, mais que les prolétaires sachent qu'avec la démocratie, l'Etat bourgeois reste l'Etat bourgeois, c'est-à-dire l'arme fondamentale de l'ennemi de classe !

En Italie, front commun PC-DC

En Italie la pression sur la classe ouvrière ne fait que croître : les salaires baissent, la consommation diminue, les impôts augmentent. L'inflation et le chômage se donnent la main.

L'Etat, le patronat, les bandes fascistes renforcent la répression et l'intimidation.

Au lieu de soutenir les travailleurs, PC et syndicats prêtent main-forte à l'Etat. Le PC vient de déclarer qu'il se sent solidaire des forces de l'ordre, qu'il faut collaborer avec elles, les soutenir moralement et publiquement. Dans l'Unità, Lama a condamné l'auto-défense : ce serait « la négation de l'Etat de droit, une réponse désespérée face à un échec de la démocratie politique ».

Pas étonnant par conséquent qu'après la manifestation de Rome durement réprimée par la police, **Le Figaro** des 14-15/5 puisse titrer : « Face à la mobilisation de l'extrême-gauche. Italie : front commun PC-DC pour faire respecter l'ordre. »

Sur le plan syndical, l'opportuniste a accepté que l'échelle mobile soit bloquée. Comme dit la **Vie ouvrière** dans un article récent sur l'Italie (sous le titre : **Et maintenant le changement !**) : « Il a fallu se résoudre à un compromis parce que chacun sait ici qu'on ne peut se permettre une crise ouverte tellement la situation est critique. L'échelle mobile offre en Italie une garantie sérieuse au maintien du pouvoir d'achat. Ses

effets seront quelque peu tempérés ». Et, dans la même foulée, l'auteur de l'article ajoute : « Le mouvement syndical a connu un essor considérable. Près de 8 millions de travailleurs sont adhérents aux trois centrales. L'activité revendicative, d'un niveau exceptionnel, a permis des avancées spectaculaires. Non seulement dans le domaine des rémunérations et des conditions et horaires de travail mais aussi dans les droits des travailleurs au niveau des entreprises et au plan national ». On croit rêver.

Dans **Informations ouvrières**, en revanche, on n'a pas de mots assez durs pour fustiger le PC. On y rappelle qu'il a approuvé la déclaration du gouvernement qui autorise les forces de l'ordre (avant elles le faisaient sans autorisation) à tirer sur les manifestants. On y écrit que « c'est cet Etat, pourri, corrompu, gangrené jusqu'à la moëlle, que les dirigeants du PCI défendent aujourd'hui en soutenant le gouvernement radical d'Andreotti et en se préparant, à l'occasion du prochain remaniement, à lui apporter une aide plus directe encore ». Et on propose comme mot d'ordre, révolutionnaire comme il se doit : « Gouvernement PCI-PSI, appuyé par les syndicats ! » (**Informations ouvrières**, 4-5-77). Au fou !

La LCR, elle, a été tellement contente d'avoir obtenu une interview d'un dirigeant du PCI (en France Fiterman vient de la rem-

barrer sans ménagements) que l'article de **Rouge** du 2 mai 1977 sur l'Italie porte comme titre : **Le PCI soutient-il la politique d'austérité ?** Le directeur de la revue Rinasca explique : « Le dilemme n'est pas : oui ou non aux sacrifices. La véritable question est : qui décide et dans quel but ? Soit c'est le marché qui les décide, c'est-à-dire le capital à travers l'inflation, la restriction de la base productive, les licenciements massifs... ou c'est le mouvement ouvrier qui les décide ». Mais alors, a demandé Krivine, cela signifie-t-il que la contrepartie de cette politique d'austérité est fondamentalement une contrepartie politique ? Pas du tout, a répondu le dirigeant du PCI : « J'irai plus loin en disant qu'il n'existe pas de contrepartie que nous pouvons demander à l'adversaire. Nous ne faisons pas cette politique pour obtenir des contreparties de la part de l'adversaire (...). Il faut comprendre que notre politique a à la fois un sens de classe et un sens national ». Et il a rappelé la « thèse » du PCI selon laquelle, en acceptant les sacrifices, la classe ouvrière fera la preuve qu'elle est en mesure de diriger... la société !

N'est-ce pas clair, messieurs de la LCR ? En France comme en Italie, comme partout, l'opportuniste est au service de la bourgeoisie, et rien qu'au service de la bourgeoisie. Qu'il soit dans l'« opposition », près du pouvoir ou au pouvoir.

En Angleterre, des syndicats en or

Les 4.000 employés de la **BRITISH AIRWAYS** en Grande-Bretagne s'étaient mis en grève le 6 avril pour réclamer une augmentation des primes de nuit et la négociation directe de leurs salaires avec la direction. Le 17 elle licenciait purement et simplement 1.200 techniciens avec l'accord des syndicats officiels.

La crise capitaliste, aiguissant les antagonismes de classe, arrache les dernières apparences « ouvrières » de l'opportuniste qui doit ainsi choisir ouvertement son camp, celui de l'exploitation salariée au nom ici de la « santé de l'entreprise » : ce type d'intervention, qui devra se multiplier, contribue à ouvrir les yeux des ouvriers qui pensent encore être représentés par de telles charognes, pour les pousser sur le seul vrai terrain, celui de la lutte ouverte. C'est ainsi qu'après ces 1.200 licenciements, les employés des équipes de jours se mettaient à leur tour en grève pour manifester leur solidarité.

La direction qui pensait qu'un accord en bonne et due forme avec messieurs les syndicalistes-bureaucrates suffirait à décourager les travailleurs et à mater la grève, commence à faire marche arrière puisqu'elle promettait « d'examiner » les revendications des grévistes et de réintégrer les travailleurs licenciés si... le travail reprenait le 13 avril. Ce qu'ils n'ont pas fait, puisque la grève de **British Airways** continuait, toujours plus large, malgré les directions syndicales, contre elles. On a là un magnifique exemple de ce que sera, demain, le front uni du prolétariat contre le front uni de la bourgeoisie et son valet l'opportuniste.

Prouesses de la France impérialiste

(suite de la page 1)

dit long sur le caractère artificiel de l'antagonisme suscité par les pillards marocains, mauritaniens et français entre les populations sahraoui et mauritaniennes, ainsi que sur la haine commune de ces dernières pour l'impérialisme français...

La prise d'otages par le **POLISARIO** a été l'occasion d'une triple campagne chauvine contre l'Algérie, qui soutient le **POLISARIO**. Naturellement, le régime algérien trouve son intérêt à apporter une aide matérielle à la résistance sahraouie : cela lui permet de se donner une virginité « antiféodale » et « révolutionnaire » dont il a un énorme besoin et de tenter de se ménager un débouché maritime pour le fer de la région de Tindouf — par ailleurs convoité par le Maroc — que l'annexion du Sahara occidental rend non concurrentiel. Mais ceci ne peut nullement faire oublier la barbarie des annexionnistes et de leur patron, l'impérialisme français et l'exigence de la lutte inconditionnelle contre eux.

Si, en l'occurrence, le gouvernement français est à fond derrière le Maroc — et sans doute y sera-t-il demain aussi pour un partage de la Mauritanie entre le Sénégal et l'empire français —, l'impérialisme français a d'autres cartes en main. L'opposition, des gaullistes de gauche au PCF en passant par le PS, dépêche des émissaires en Algérie, pays avec lequel ils disent qu'une coopération fructueuse est possible. C'est ainsi que, dans la mesure où une autre politique impérialiste est possible sur cette question, on voit l'opposition

oser quelques critiques contre la politique du gouvernement...

Il est inutile d'expliquer pourquoi le meeting prévu le 17 mai à Paris par l'association des amis de la république sahraouia a été interdit.

● **TOM-DOM.** La polémique sur leur statut est révélatrice de la nature profondément social-impérialiste de la gauche démocratique. En lançant des pointes portant sur le revirement supposé du PCF en la matière, partis de la majorité, radicaux et socialistes feignent d'oublier que le PC, dans son **Manifeste de Champigny**, ne concevait l'« autonomie » de ces pauvres pays que « dans le cadre de la République française » (voir à ce sujet **Le Prolétaire**, n° 172). On ne sait par quelle impardonnable légèreté, le **Programme commun** s'est mis à parler d'« autodétermination » et a pu placer cette question dans le chapitre de la « politique étrangère ». Fort heureusement, la faute est sur le point d'être réparée : la grande proposition d'actualisation du **Programme commun** faite par le PC sur cette question est de lui faire réintégrer, en bonne logique, le chapitre de la « politique intérieure ». Au moins les choses sont claires désormais !

Au Shaba et à Cabinda comme à Djibouti, au Sahara occidental comme dans les **TOM-DOM**, l'impérialisme français pille, opprime avec l'assentiment tacite de l'opposition démocratique et de l'opportuniste ouvrier. C'est un devoir pour le prolétariat d'ici de lutter à fond contre ces crimes et de tendre la main aux révoltes suscitées par l'oppression de l'ennemi commun : l'impérialisme français.

En Suisse : MATISA, un an après...

Matisa, petite entreprise de matériel ferroviaire possède un monopole de production sur le marché mondial. Depuis huit ans elle appartient au trust des transports et matériels roulants CANRON (Canada). Pour un tel organisme l'achat d'une entreprise comme Matisa est une opération juteuse. En achetant la boîte, il achète du même coup le marché, les brevets, la technique — c'est-à-dire le savoir-faire des ouvriers. Mais comme tout organisme qui subit les lois du capitalisme, un trust comme CANRON se doit d'optimiser au maximum ses profits. C'est pourquoi depuis quelques années un certain nombre d'opérations de mise en forme ont été déplacées dans l'usine de Matema près de Rome, où la main-d'œuvre était meilleur marché. Mais, la hausse du franc suisse, « les désordres sociaux en Italie », ont poussé CANRON à envisager un nouveau déplacement en Espagne... Eh oui, l'économie est mondiale !

En trois ans les ateliers Matisa ont vu leurs effectifs passer de 700 à 180. L'an dernier après une vague de licenciements, les ouvriers se mettaient en grève et obtenaient par leur unité et leur détermination, malgré le sabotage du syndicat FTMH, l'annulation de cette mesure (voir *Le Prolétaire* n° 218).

Un an après, une nouvelle vague de licenciements déferle : 100 postes supprimés dans les bureaux (qui emploient 300 employés techniques et commerciaux) et 20 dans les ateliers, surtout des vieux ouvriers.

Chez Matisa la division entre employés et ouvriers est très forte. Cette barrière a été renforcée lors de la grève de l'an dernier où les employés refusèrent leur solidarité aux ouvriers, bien qu'il y ait eu des licenciements également parmi eux.

Cette division profonde n'a donc jamais permis l'existence d'une commission d'entreprise regroupant ouvriers et employés.

Après leur grève, les ouvriers avaient nommé en assemblée générale une commission ouvrière qui devait au cours de l'année contrer les attaques patronales par une mobilisation efficace des ouvriers. C'est ainsi que furent obtenus le treizième mois, la prime de vie chère et que furent refusées les heures supplémentaires.

Du côté des employés il existe une commission du personnel administratif qui n'a prouvé en tous temps qu'une seule chose : « sa volonté de collaborer étroitement avec la direction pour l'assainissement de l'entreprise » !

À l'annonce de cette nouvelle vague de licenciements, la commission ouvrière répondit par un NON catégorique et donna une série de conseils aux ouvriers pour qu'ils évitent de se faire piéger individuellement. La direction, afin d'éviter tout désordre à l'intérieur de l'usine, demanda aux employés et chefs licenciés de rester chez eux moyennant le versement des trois mois de salaire de préavis. Quant à la commission du personnel administratif, elle accepta les licenciements d'employés sans broncher allant jusqu'à approuver les licenciements de femmes célibataires ayant des charges familiales. Profitant de cette division, la direction n'hésita pas à recourir à des méthodes qui prèteraient à rire s'il ne s'agissait de la survie de quelques familles ouvrières. En un jour, elle promut au statut d'employé les ouvriers du département électronique et les monteuses du service après-vente, licencia une majorité d'entre eux et redescendit le soir même les ouvriers non licenciés à leur ancien statut. Cette astuce évitait à la direction de se heurter au refus de tout licenciement de la CO.

Une forte minorité de travailleurs conscients que cette pratique de division est l'une des forces des patrons cherchèrent à sensibiliser les ouvriers sur cette question et convoquèrent une assemblée ouvriers-employés. 140 ouvriers sur 200 et 10 employées sur 300, pour la plupart des femmes du bas de la hiérarchie (secrétaires) étaient présents. Manquaient les 20 ou 30 ouvriers les plus combattifs qui refusaient toute action commune avec les employés. Avec une pareille division, toute perspective d'action commune dans les ateliers et dans les bureaux était impossible.

Depuis quelques jours, la situation s'est éclaircie. Devant la détermination des ouvriers dans les ateliers, la direction accepta de verser aux quelques ouvriers mis à la re-

traite anticipée un salaire net égal à 70 % de leur dernier salaire, le patronat prenant en charge impôts et assurances sociales. Pour les autres travailleurs la direction a réussi à imposer 30 % de chômage partiel.

Aujourd'hui, seuls les employés se font licenciés comme des malpropres.

Une chose frappe durant toute cette guerre de position patronat et ouvriers, c'est l'inaction des syndicats hors de l'entreprise. La FTMH, qui depuis un an s'efforce chaque fois qu'il y a un conflit d'imposer sa direction aux luttes afin d'éviter « la fâcheuse expérience Matisa » est totalement muette. Aucune réunion pour essayer de souder les rangs ouvriers par-delà les grilles de l'entreprise, aucune tentative d'explication du sens de cette lutte, aucun bilan du rapport des forces chez Matisa ! Pour nos pompiers sociaux, la meilleure façon de montrer à la bourgeoisie son respect de la légalité c'est d'ignorer totalement la lutte que mènent tout seuls ou presque les ouvriers de Matisa.

C'est ainsi que la FCOM (chrétienne et minoritaire) a pu redorer son blason en convoquant son homologue italien et canadien plus le président du conseil d'usine de Matema-Rome pour envisager des actions sur l'ensemble du groupe CANRON. Même si on ne peut attendre d'un tel syndicat une attitude vraiment classiste, c'est en coordonnant par-delà les barrières de l'entreprise et aussi par-delà les frontières pour la défense des intérêts immédiats, que l'on peut espérer éviter les pièges du « nationalisme d'entreprise » et du chauvinisme, pièges dans lesquels la lutte ouvrière encore embryonnaire aujourd'hui peut tomber en assimilant la défense des postes de travail et le refus des licenciements avec la défense de l'entreprise.

Jusqu'à ce jour, la lutte des ouvriers Matisa soudés autour de son comité a su éviter ces écueils. Rompant avec les méthodes de collaboration préconisées par la FTMH, convaincus que la défense des intérêts ouvriers passe par des moyens de lutte propres à la classe ouvrière, les ouvriers de Matisa et leur CO sont un exemple pour les luttes futures en Suisse.

Presse du Parti

SOMMAIRE du n° 9 (7 mai 1977) de :

il programma comunista

- Parole semplici, ma chiare, al nostro primo maggio.
- « La voce operaia » e la sua inutile lezione di prassi rivoluzionaria.
- E alla proliferazione del capitalismo che occorre mettere fine.
- In margine alla riforma sanitaria.
- Tanto per ribadire alcuni punti di principio su crisi, rivoluzione ed altro.
- In Algeria « rivoluzione agraria » e volontariato.
- Egitto : le lotte delle masse operaie e contadine alla luce dello sviluppo capitalistico.
- La borghesia svedese prende le sue misure.
- La lotta dei tipografi danesi.
- Quadrante del non-lavoro.
- Classi sociali e speranze di vita.
- 7 operai armati.

programme communiste

REVUE THEORIQUE

N° 73 (avril 77)

- Changhaï, avril 1927. Le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme
- Le tournant des Fronts populaires (II)
- La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (III)
- Idole de la « compétitivité », religion du taux de profit.

Soutenez le développement de la presse internationale du Parti
Souscrivez !

Travailleurs immigrés

Non au retour forcé! Non à la division!

Le « pacte national pour l'emploi » ou « plan Barre bis » du 27 avril dernier, qui vise (voir *Le Prolétaire* n° 242) non pas à soulager les chômeurs, mais à les choisir en divisant les ouvriers, a notamment annoncé une « aide au retour » de 10.000 F pour les immigrés chômeurs qui « choisiront » le chômage dans leur pays.

Par nature, en plus de tout l'arsenal juridique mis en place surtout depuis 1972, l'Etat bourgeois français dispense déjà une « aide au retour » beaucoup plus directe : arrestations sauvages, ratonnades, expulsions manu militari au premier avion, séquestrations dans les commissariats ou les prisons spécialisées comme celle d'Arcenc, remise aux policiers des pays d'origine. Cette « aide » à pour les éléments combattifs qui cherchent à s'organiser, l'Etat « démocratique » ne s'en privera jamais.

La nouvelle mesure, qui vise à inciter les immigrés chômeurs au départ « volontaire » (mais qui ne peut que s'accompagner des

pressions policières, du contrôle bureaucratique et des modalités d'application restrictives qu'on imagine), s'insère dans la politique de démagogie hypocrite dont le revers inséparable est la surexploitation et la répression. Surtout, elle ne peut qu'alimenter le racisme et la xénophobie (des journaux comme *Minute* n'ont pas manqué de se jeter avidement sur le « scandale » du « million aux immigrés », en tendant à faire croire au travailleur français que c'est lui qui paiera le retour au pays.

Mensonge éhonté, puisqu'en premier lieu ce prétendu cadeau est simplement l'équivalent des différentes allocations chômage (salaire différé) pour lesquelles les travailleurs immigrés cotisent comme les autres et qui leur seraient versées d'un seul coup. Ensuite, parce que le parasitisme de l'impérialisme français se nourrit au contraire, entre autres, sur le dos des travailleurs immigrés. On connaît le système des Allocations familiales au moyen duquel un travailleur immigré ayant quatre enfants restés au pays perd,

selon son pays d'origine, de 4.000 à 8.000 F par an par rapport à un travailleur français ayant le même nombre d'enfants. D'autre part, si on estime ne serait-ce qu'à 150.000 F l'élevage d'un individu jusqu'à 18 ans, on évalue à 450 milliards de francs l'économie de formation réalisée par le capital français dans le cadre du seul 6^e plan par l'importation de 600.000 immigrés. Enfin le salaire moyen des immigrés est inférieur de 17,4 % (selon les chiffres officiels) au salaire moyen correspondant des Français.

Loin de tomber dans le piège, les travailleurs français doivent dénoncer cette nouvelle tentative de faire naître la haine entre ouvriers français et étrangers, et manifester leur solidarité de classe avec leurs frères immigrés en luttant pour l'arrêt de tout contrôle de l'immigration, la liberté de circulation, l'égalité de tous les droits, économiques, sociaux et politiques pour les immigrés. C'est une nécessité vitale pour pouvoir se défendre efficacement, tous ensemble, contre les attaques du capital.

Bavardages sur l'emploi ou défense des chômeurs ?

(suite de la page 2)

même une des raisons qui font qu'il faudra détruire le système lui-même), mais que, avec quelques efforts, on peut aller vers une amélioration, à condition... que tous donnent un coup de collier, acceptent des sacrifices, se montrent « raisonnables » sur les salaires, etc. Pourtant, Ceyrac n'avait pas caché, au début de l'année, que la reprise n'entraînerait pas automatiquement une baisse du chômage, puisqu'il pouvait être plus avantageux pour le patronat de jouer sur l'extension de la durée et de l'intensité du travail. On met aujourd'hui une sourdine à cette franchise, pour obtenir contre des promesses creuses, la résignation et l'auto-restriction des travailleurs : la bourgeoisie joue alternativement de ces différentes touches de son clavier politique.

Si l'on regarde du côté du Programme commun, on trouve des prévisions nettement plus optimistes, certes (réduction du chômage à zéro en cinq ans, création de 500.000 emplois entre 78 et 79 si la Gauche l'emporte, recrutement dans la fonction publique, mais de titulaires). Mais grâce à quels ressorts ? O surprise, sous d'autres noms, exactement les mêmes... Dans le cadre

conservé d'une économie de marché, on compte avant tout sur la reprise, les investissements. On prétend que tout s'arrangera si l'on atteint les magiques 6 % de croissance : on accrédié donc la légende que la cause essentielle du chômage est, comme l'a répété Mitterrand le 12 mai, l'« hibernation de l'économie », légende démentie par les statistiques, et même par les bourgeois eux-mêmes hors des discours électoraux : la part du chômage due à la récession, ou à la reprise trop lente, est mineure face à celle qui vient (voir la sidérurgie, le Livre, etc.) des restructurations, modernisations et des fameux « investissements productifs » célébrés par le PCF, dont le but réel est justement de permettre une économie sur les salaires.

Tout miser sur une meilleure santé du capital, et rien sur la lutte unie des travailleurs, actifs et chômeurs, français et étrangers : c'est bien ce que font déjà les directions syndicales qui freinent et maintiennent isolées les luttes contre les licenciements (Thionville, imprimerie) et n'organisent pour défendre les chômeurs que de stériles « journées » annuelles ou bisannuelles (soigneusement séparées des « journées » des travailleurs actifs) ou des campagnes platoniques,

comme celle que mène actuellement le PCF avec ses « chapiteaux de la jeunesse contre le chômage et pour le changement ». La plate-forme en est fort modique (la moitié du SMIC aux jeunes sans emploi) : mais elle pourrait être très ambitieuse sans danger pour l'économie nationale, puisqu'elle ne s'assortit d'aucune action réelle, et que la CGT (et la CFDT aussi d'ailleurs, mais de façon plus sournoise) ont tout fait pour isoler et discréditer les tentatives de lutte et de regroupements (comités de chômeurs) nés de leur carence même.

Pour se défendre véritablement, et s'unir dans cette lutte, les travailleurs sans emploi, ou soumis au chômage partiel, et les autres, aujourd'hui accablés par les horaires, demain chômeurs aussi, ne doivent pas se laisser endormir par de telles promesses : il leur faut refuser sans concession de laisser leur prétendue défense de leurs conditions de vie au sort de l'économie nationale, que ce soit sous une forme ouverte, ou sous les formes détournées que reprennent certains groupes d'extrême gauche (du type : « partage du travail existant entre tous »). Pour la défense non tant « de l'emploi », mais de tous les travailleurs, actifs et chômeurs, à bas le chantage à la paix sociale !

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : les dimanches 8 mai et 12 juin, et en général le second dimanche de chaque mois, de 10 à 12 heures, local de l'ASBL-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

EN FRANCE

● A Amiens, le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h, au café « A l'habitude » (Tour Perret).

● A Aix-en-Provence, une fois par mois, le mercredi de 14 à 16 heures, soit le 8 juin, stand à la Faculté de Lettres, Grand Hall.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : les dimanches 15 mai, et 5 et 19 juin de 10 à 12 heures, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : le samedi 4 juin, et en général le premier samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couplès, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que les samedis 7 mai et 4 juin, et en général tous les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 10 à 12 heures, 32, rue Pré-du-Marché, 1^{er} étage à droite : « Atelier ».

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE

BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »

232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926